



**PRÉFET
DES ÎLES WALLIS
ET FUTUNA**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

ACHETEUR PUBLIC : ÉTAT, ADMINISTRATION SUPERIEURE DES ÎLES WALLIS ET FUTUNA

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIERES C.C.A.P

NUMERO DE CONSULTATION : 2025-E-AO-50-VR

OBJET DE LA CONSULTATION : TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DU LYCEE D'ETAT DE WALLIS ET FUTUNA.

PROCEDURE DE PASSATION :

✓ Pour les lots n° 02/05/07/09/10/11 :

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en vertu des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique 2019.

✓ Pour les lots n° 06/08/14/16 :

Le présent marché est passé en procédure adaptée en vertu des dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-4 du code de la commande publique 2019.

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	1.1 – OBJET DU MARCHE	4
1.2 – MAITRISE D’OUVRAGE.....		4
1.3 – MAITRISE D’ŒUVRE		4
1.4 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)		5
1.5 – COORDONNATEUR DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE		5
1.6 – CONTROLE TECHNIQUE		5
1.7 – DISPOSITIONS GENERALES		5
1.8 – TRAVAIL EN SITE OCCUPE.....		6
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE		6
2.1 – PIECES PARTICULIERES		6
2.2 – PIECES GENERALES		7
ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE.....		7
ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....		7
ARTICLE 5 – DUREE ET DELAIS.....		7
5.1 – DUREE DU MARCHE		7
5.2 – DELAI D’EXECUTION		8
5.2.1 - Délai d’exécution des travaux		8
5.2.2 - Calendrier détaillé d’exécution des travaux		8
5.2.3 - Prolongation du délai d’exécution.....		8
5.3 – DECOMPOSITION EN TRANCHES.....		9
ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION		11
6.1 – OBLIGATION DU TITULAIRE		11
6.2 – OBLIGATION D’INFORMATION		11
6.3 – ACCES AU SITE.....		11
6.4 – CONSTAT D’ETAT DE LIEUX		11
ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER.....		12
8.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS.....		12
L’acte d’engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l’entrepreneur titulaire ou à ses sous-traitants, ou, à l’entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.		12
8.2 – CONTENU DES PRIX.....		12
8.3 VARIATION DES PRIX		13
8.4 – REGLEMENT DES COMPTES		13
8.4.7 Modalités de paiement direct en cas de groupement et/ou de sous-traitance.....		15
8.5 INTERETS MORATOIRES.....		16
ARTICLE 9 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE - ASSURANCE		16
9.1 – RETENUE DE GARANTIE.....		16
9.2 – AVANCE.....		17
9.2.1 – Garantie financière de l’avance.....		17
9.2.2 – Bénéficiaires de l’avance.....		17

9.2.3 – Modalités de règlement et de remboursement de l’avance	18
9.3 – ASSURANCE.....	18
ARTICLE 10 – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	18
10.1 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	18
10.2 – CARACTERISTIQUES – QUALITE – VERIFICATION – ESSAIS ET EPREUVES DES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	19
Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG- Travaux concernant :	19
ARTICLE 11 – IMPLANTATION DES OUVRAGES	19
11.1 - PIQUETAGE GENERAL	19
11.2 – OUVRAGE NON REPERE	20
ARTICLE 12 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	20
ARTICLE 13 – ORDRES DE SERVICES	24
13.1 – MODE DE NOTIFICATIONS.....	24
ARTICLE 14 – MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC EN COURS D’EXECUTION.....	25
ARTICLE 15 – PENALITES	26
ARTICLE 16 – NANTISSEMENT ET CESSION	28
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE	28
ARTICLE 18 - RECEPTION DES TRAVAUX	29
18.1 - RECEPTION DES OUVRAGES.....	29
18.2 - RECEPTIONS PARTIELLES.....	29
18.3 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE	29
18.4 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	29
18.5 - REMISE DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE) FOURNIS APRES EXECUTION.....	30
18.6- DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	30
18.7 - DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT FONCTIONNEMENT	31
ARTICLE 19 – RESILIATION	31
ARTICLE 20 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTE »	32
ARTICLE 21 – TRIBUNAL COMPETENT	32
ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG.....	33
Signature du candidat	33

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les travaux de construction et de réhabilitation du lycée d'Etat de Wallis et Futuna.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques et particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à l'Administration Supérieure, jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché à l'adresse du domicile qu'il aura lieu.

Le marché comprend :

- pour tous les ouvrages (voirie, terrassement, gros œuvre, second œuvre...), les études d'exécution complètes, autres que celles fournies dans le dossier de consultation, à réaliser ou faire réaliser par un bureau d'études compétent à la charge de l'entreprise, à remettre en exemplaires papiers et informatique par l'entrepreneur au VISA du maître d'œuvre ;
- les études d'exécution comprenant les plans et études de réalisation et de fabrication, destinées aux équipes de montage et d'exécution de l'ouvrage à construire dans les conditions réelles du terrain, à remettre en exemplaires papiers et informatique par l'entrepreneur au VISA du maître d'œuvre ;
- le transport, l'acheminement de tous les matériels sur site, ainsi que l'installation sur site ;
- l'exécution des travaux et prestations, et les sujétions de chantier ;
- la fourniture des relevés, procès-verbaux (PV), certificats, fiches techniques, fiches de référence, fiches d'entretien, et des plans de récolement correspondants ;
- les frais d'assurance responsabilité civile (si assurance possible).

1.2 – MAITRISE D'OUVRAGE

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est le Préfet, Administrateur Supérieur des îles Wallis et Futuna, assurant la fonction de pouvoir adjudicateur.

Le service en charge de l'opération est le vice-rectorat de Wallis et Futuna.

1.3 – MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement MMW ARCHITECTURE – ARCHIFALE – STRUCTURE CONCEPT – GEOME – INGENC – SIGMA INGENIERIE – ES2
Tribu de THUAHAÏCK – BP 595WE – 98820 LIFOU NOUVELLE-CALEDONIE
2 rue Pierre lecole – Parc de Normandie – 98800 NOUMEA NOUVELLE-CALEDONIE.

1.4 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION (OPC)

La mission, conforme à la norme AFNOR NFP 03-001, est assurée par la société SYNCHRO.

Les interventions de l'OPC consistent à diriger, suivre, contrôler, vérifier le bon déroulement des prestations dans le temps et l'espace, en termes de délais et de coordination des intervenants. Notamment, ses attributions sont les suivantes dans le cadre du présent marché :

- direction de réunions sur site, périodiques ou non, émission de procès-verbaux donnant lieu à demandes d'exécution opposables au titulaire en référence à ces calendriers ;
- gestion du compte inter-entreprises réglant les dépenses communes (compte prorata, convention en annexe du présent CCAP) ;
- vérification, validation des demandes de paiement conditionnées par le respect des calendriers ou des règles de gestion du compte inter-entreprises, et éventuellement établissement de documents accompagnant ces demandes de paiement ;
- assistance à l'acheteur et avis sur les retards et responsabilités donnant lieu à l'application de pénalités.

1.5 – COORDONNATEUR DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La mission de coordonnateur de Sécurité et Protection de la Santé est assurée par SOCOTEC – 4 rue Paul Montchovet – Pointe Brunelet – 98846 NOUMEA CEDEX

1.6 – CONTROLE TECHNIQUE

La mission de contrôleur technique est assurée par le BUREAU VERITAS – 22 rue Jacques IEKAWE PK 6 – 98895 NOUMEA CEDEX.

1.7 – DISPOSITIONS GENERALES

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG-Travaux.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date

d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.8 – TRAVAIL EN SITE OCCUPE

Les travaux devront être réalisés de manière à minimiser les risques et la gêne vis-à-vis des personnes extérieures au chantier et aux habitants voisins. Le chantier devra être organisé en conséquence, avec une attention particulière sur la sécurité des personnes.

Cela concerne notamment :

- Les travaux de terrassement diurnes et nocturnes (raccordement de réseaux, percements, ...)
- Les travaux comportant des nuisances : bruit, vibrations, poussières, odeurs (solvants, hydrocarbures, gaz d'échappement ...)
- Les risques de chutes (objets, et de pleins pieds)

Ces travaux devront impérativement, avant tout commencement, faire l'objet d'un signalement au maître d'œuvre, en précisant : le type de travaux, heure de début et de fin, les mesures envisagées pour réduire les nuisances.

1.9 – INTEGRATION DE L'EMPLOI LOCAL

Compte tenu du contexte insulaire et coutumier du Territoire de Wallis et Futuna, le titulaire devra inclure dans ses équipes de la main d'œuvre locale.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

2.1 – PIECES PARTICULIERES

- 1.l'acte d'engagement de chaque lot - AE et ses annexes ;
- 2.le cahier des clauses administratives commun à l'ensemble des lots - CCAP et ses annexes ;
- 3.les cahiers des clauses techniques et particulières propre à chaque lot – CCTP et ses annexes ;
- 4.la décomposition du prix global et forfaitaire propre à chaque lot – DPGF ;
- 5.Le rapport géotechnique G2PRO d'ANTEA
- 6.Le rapport initial de contrôle technique VERITAS
- 7.Plan Général de Coordination SOCOTEC
- 8.Charte chantier vert
- 9.le dossier de plans ;
10. Les annexes au dossier ;
11. Le mémoire de l'entreprise.

En cas de contradiction entre les pièces ci-dessus, celles-ci prévalent dans l'ordre de priorité indiqué ci-dessus.

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable est une pièce générale, accessible sur le site de Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Cette pièce, non fournie, est réputée connue du titulaire du marché.

L'exemplaire original du marché, qui fera seul foi, sera conservé dans les archives du Pouvoir adjudicateur.

2.2 – PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 8.3 du présent CCAP :

- Les prestations feront l'objet d'un marché conformément aux dispositions du code de la commande publique 2019 (CCP) ;
- Le Cahier Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG/Travaux, version 31 mars 2021)⁽¹⁾
- les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux et approuvant ou modifiant divers fascicules ⁽¹⁾
- les normes en vigueur au moment de la remise de l'offre de l'entreprise ⁽¹⁾
- le code et textes non codifiés du travail.

⁽¹⁾ Textes généraux appartenant au domaine public qui ne sont pas fournis par la maîtrise d'ouvrage. Sont applicables, sans besoin d'être mentionnés et sont considérés comme connus du titulaire, l'ensemble des lois et règlements applicables au Territoire des îles Wallis et Futuna.

ARTICLE 3 – PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE

✓ Pour les lots n° 02/05/07/09/10/11 :

Le présent marché est passé en procédure d'appel d'offres ouvert en vertu des dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique 2019.

✓ Pour les lots n° 06/08/14/16 :

Le présent marché est passé en procédure adaptée en vertu des dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-4 du code de la commande publique 2019.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à ce que les personnes travaillant sur le présent marché soient bien les personnes nommément identifiées dans son offre.

Les **prestations** sont détaillées dans le **Cahier des Clauses techniques particulières (CCTP) joint** au présent dossier de consultation.

ARTICLE 5 – DUREE ET DELAIS

5.1 – DUREE DU MARCHE

Le marché public est conclu sur la durée fixée à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.

5.2 – DELAI D'EXECUTION

5.2.1 - Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble de travaux est fixé à l'article 4.2 de l'acte d'engagement. Il court à compter de la notification de l'ordre de service par le titulaire.

Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service. A noter, que l'ordre de service devra être validé au préalable par le maître d'ouvrage et que celui-ci soit encore dans le délai d'exécution fixée initialement lors de la notification du marché.

5.2.2 - Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le calendrier est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire est approuvé par le maître d'ouvrage.

- A - Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de l'OPC sur la base du délai d'exécution indiqué dans l'AE et après consultation des titulaires des différents lots ;
- B - Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à courir à la date fixée dans le calendrier détaillé d'exécution ;
- C - Pour chacun des marchés le délai de 6 mois prévu à l'article 50.2.1 du CCAG est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres à chaque lot, dates fixées par l'ordre de service visé à l'article 3 de l'acte d'engagement ;
- D - Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de l'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement ;
- E - Le calendrier initial visé en A, éventuellement modifié comme il est indiqué en D, est notifié par un ordre de service à tous les titulaires.

5.2.3 - Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire signale au maître d'œuvre, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

- Modification de l'importance de certaines parties d'ouvrages

Une augmentation de la masse du marché ou une modification de l'importance de certaines parties d'ouvrage peuvent justifier une prolongation du délai d'exécution des travaux. L'importance de la prolongation est débattue par le maître d'œuvre avec l'entrepreneur, puis elle est soumise à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur et la décision prise par celui-ci est notifiée à l'entrepreneur par ordre de service.

Concernant les changements d'importance des ouvrages à réaliser, seule le représentant du pouvoir adjudicateur a le pouvoir unilatéral de modification du projet.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution des travaux ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution.

- Intempéries

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut notifier par ordre de service à l'entrepreneur un arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur.

De même, la reprise des travaux sera elle aussi notifiée par un ordre de service et le délai d'exécution sera prolongé d'autant par décision du représentant du pouvoir adjudicateur.

Mode de calcul des intempéries prises en compte :

Intensité des phénomènes		Prolongation
Pluviométrie > 20 mm en 24h	→	1 jour ouvrable par jour de pluie
Vent rafale avec $V \geq 60$ km/h	→	1 jour ouvrable par jour de vent

La prolongation de délai se fera en ajoutant des jours calendaires au délai contractuel.

Seront pris en compte les phénomènes naturels qui entravent le bon déroulement du chantier et qui octroient à l'entreprise des jours de prolongation de délai, sans oublier le respect des règles de sécurité pour les engins de levage (arrêt en cas de vent > 60 km/h).

La station météorologique de référence est celle de Wallis et Futuna.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts des travaux normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation. Ces arrêts de travaux ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution des travaux.

Si les arrêts ou le retard ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

5.3 – DECOMPOSITION EN TRANCHES

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée par la délivrance d'un ordre de service du maître d'ouvrage notifié au titulaire, pour le démarrage des prestations objet de la tranche optionnelle considérée.

L'affermissement des tranches optionnelles interviendra par ordre de service dans les délais maximaux suivants :

- **Tranches optionnelles n°1 à n°4** : au plus tard dans un délai de **dix (10) mois** à compter de la notification de la tranche ferme ;
- **Tranches optionnelles n°5 et n°6** : au plus tard dans un délai de **vingt-trois (23) mois** à compter de la notification de la tranche ferme.

En cas de non-affermissement d'une ou plusieurs tranches optionnelles, aucune indemnité de dédit ni d'attente ne sera due au titulaire.

Les travaux seront réalisés en une (1) tranche FERME et six (6) tranches OPTIONNELLES.

TRANCHE FERME		
BAT	BATIMENTS	ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX
D	D – Infirmerie	4
G	G – Enseignement général	2

H	H – Enseignement services - HORS EXTENSION	4
I	I – Enseignement industriel	1
K	K – Internat	1
N	N – Logement de fonction 1	1
U	U – Vie scolaire / Maison des lycéens / Salles informatiques / Blocs sanitaires	1
Z	Parking Visiteurs & Personnels	Pendant les grandes Vacances
	Travaux de VRD Hors Bât V	

TRANCHE OPTIONNELLE 01

BAT	BATIMENTS	ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX
K	K – Internat	1

TRANCHE OPTIONNELLE 02

BAT	BATIMENTS	ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX
G	G – Enseignement général	1

TRANCHE OPTIONNELLE 03

BAT	BATIMENTS	ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX
U	U – Blocs sanitaires	1

TRANCHE OPTIONNELLE 04

BAT	BATIMENTS	ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX
J	J – Restauration	1

TRANCHE OPTIONNELLE 05

BAT	BATIMENTS	ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX
H	H – Enseignement services - AVEC EXTENSION	1

TRANCHE OPTIONNELLE 06

BAT	BATIMENTS	ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX
A	A – Loge d'entrée	10
B	B – Administration	6
C	C – Intendance	6
E	E – Salle des professeurs	7
F	F – CDI	7
L	L – Vestiaires EPS	5
M	M – Sanitaires	8
O	O – Logement de fonction 2	9
P	P – Logement de fonction 3	9
Q	Q – Falé accueil	10
S	S – Falé véhicules	10
T	T – Hall EPS	5

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit, ni d'attente.

ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION

6.1 – OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualificatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.2 – OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

6.3 – ACCES AU SITE

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier.

6.4 – CONSTAT D'ETAT DE LIEUX

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- des mesures de sécurité lui incombant,
- de l'exploitation du domaine public et des services publics,

- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel.

ARTICLE 8 – REGIME FINANCIER

8.1 – REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire ou à ses sous-traitants, ou, à l'entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

8.2 – CONTENU DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application du prix forfaitaire.

Les prix sont exprimés en francs pacifiques (CFP) sans TVA, sans TGC.

La TVA et TGC ne sont pas applicables dans les îles Wallis et Futuna.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations y compris les frais généraux, impôt et taxes.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'oeuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prix portés à la DGPF de l'entrepreneur s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans ses prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse de leurs prix avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

8.3 VARIATION DES PRIX

Le prix du marché sera **révisé par l'application d'un coefficient C (de révision)** donné par la formule suivante :

$$C_n = F - 1 \text{ avec } F = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_n}{I_0}$$

Dans laquelle :

I_n = dernière valeur de l'indice connue au mois de la révision des prix.

I_0 = dernière valeur de l'indice connue au mois de référence (mois d'établissement des prix = mois précédent celui de la remise des offres).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Dans ce cas, l(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa(leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations est :

Index	Libellé
BT01	Tous travaux confondus

Publié au Service Territorial des Statistiques et des Etudes Economiques (STSEE - www.statistique.wf)

La révision est effectuée après exécution de chaque prestation.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le pouvoir adjudicateur doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue.

Le pouvoir adjudicateur procédera à la révision définitive dès que les index seront publiés.

Si l'un des indices servant de référence à la mise en œuvre de la formule de révision de prix venait à être changé ou à disparaître pendant la période d'exécution du présent contrat, les parties conviennent de lui substituer l'indice préconisé par l'organisme qui a créé l'ancien indice ; en utilisant le coefficient de raccordement qui s'y rattache.

Si aucun indice n'est prévu par l'organisme ci-dessus mentionné, les parties s'engagent à rechercher d'un commun accord un indice qui pourrait lui être substitué ayant des caractéristiques approchantes sans que l'application de ce nouvel indice n'entraîne un bouleversement de l'économie du contrat, ni une remise en cause des conditions de la mise en concurrence des soumissionnaires au présent marché.

Dans ce dernier cas, la mise en œuvre du nouvel indice nécessitera une modification de marché.

8.4 – REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes est effectué par acompte mensuel et solde établis et réglés selon les dispositions du CCAG-TVX.

L'acompte est un paiement intermédiaire rémunérant des prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution. Le montant des acomptes ne doit, en aucun cas excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte ; l'acompte rémunère un service fait. A ce titre, la demande de paiement du titulaire est réglée après certification du service fait par le représentant du maître d'ouvrage.

8.4.1 Présentation des demandes de paiement

Le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre sous forme de décompte mensuel (cf. article 12.1 du CCAG-travaux)

8.4.2 Présentation des états d'acomptes

Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux par le maître d'œuvre.

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

8.4.3 Acompte sur approvisionnement

Les approvisionnements seront pris en compte dans les situations à raison de 50% du prix unitaire de fourniture et pose figurant sur la DPGF du lot concerné.

Le paiement d'acomptes pour approvisionnements comporte le transfert de propriété des matériaux approvisionnés.

Ne peuvent être décomptés en approvisionnement que les matériaux ou fournitures destinés pour le chantier. A l'appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

- Tout document justificatif mentionnant la date de la commande, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
- Les références des prix unitaires ou forfaitaires concernés.

8.4.4 Décompte final

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

8.4.5 Décompte général

Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

8.4.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;

- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le cas échéant, l'ordre de service
- le cas échéant, le numéro du bon de commande

8.4.7 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire utilise le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

8.4.8 Modalités de paiement direct en cas de groupement et/ou de sous-traitance

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché (compte unique).

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par elle dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage ou à la personne désignée par elle dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le maître d'ouvrage adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant selon les dispositions du Code de la Commande Publique. Le délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

8.5 INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivant du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 9 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE - ASSURANCE

9.1 – RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie d'un montant égal à 3% du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants. La retenue de garantie est prélevée par

fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde. Cette dernière peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Il est fait application des articles R.2191-32 à R.2191-35 du code de la commande publique.

9.2 – AVANCE

L'avance est calculée selon les modalités des articles R. 2191-6 et 7 suivants du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux par le titulaire du lot correspondant.

Le taux standard de cette avance est fixé à 20 % du montant initial (HT) du lot après déduction, le cas échéant, des sommes confiées à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

9.2.2 – Garantie financière de l'avance

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie à première demande.

9.2.3 – Bénéficiaires de l'avance

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou par le mandataire et par chaque cotraitant conjoint ou par chaque sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées directement par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont soit effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire, soit répartis sur chacun des membres du groupement, sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par l'ensemble des cotraitants.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis aux mêmes obligations que le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de marché, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues et débute à compter de la notification de l'acte spécial.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

9.2.3 – Modalités de règlement et de remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 55% du montant toutes taxes comprises du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acompte, de règlement partiel ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché.

9.3 – ASSURANCE

Tout titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cependant, le code des assurances n'étant pas en vigueur dans les Iles de Wallis et de Futuna, il sera demandé au soumissionnaire de prouver, par tous moyens (preuve de banque...), sa solvabilité en cas de sinistre.

ARTICLE 10 – PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

10.1 – PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai de 1 mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du

marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

Tous les matériaux mis en œuvre et produits utilisés sur le chantier sont soumis à l'approbation de la maîtrise d'œuvre. Dans le cas où des matériaux auraient été mis en œuvre sans avoir préalablement reçus l'agrément de la maîtrise d'œuvre, le titulaire devra, à la demande de ce dernier, procéder à la dépose et l'enlèvement complet de ces matériaux sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Il sera apprécié la provenance locale des matériaux.

10.2 – CARACTERISTIQUES – QUALITE – VERIFICATION – ESSAIS ET EPREUVES DES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;

La liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché.

Par dérogation à l'article 24 du CCAG Travaux, si ces essais et vérifications sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

10.3 – APPAREIL DE MESURE

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

ARTICLE 11 – IMPLANTATION DES OUVRAGES

11.1 - PIQUETAGE GENERAL

L'entreprise est tenue d'effectuer ou de faire effectuer par un géomètre agréé par le maître d'œuvre et avant de commencer les travaux :

- L'état des lieux contradictoire, qui servira de base à son dossier d'exécution ;
- L'implantation des ouvrages conformément aux plans et instructions qui seront transmis à l'entrepreneur par le maître d'œuvre. Les tracés

d'implantation comportent l'obligation de faire application des alignements et des nivellements.

11.2 – OUVRAGE NON REPERE

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

Il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux. Les mesures techniques à mettre en œuvre pour assurer le maintien en service de ce réseau font l'objet d'un avenant à la charge du MOA et donnent lieu à une prolongation de délai.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 12 - PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la liste suivante sont réputées comprises dans les prix forfaitaires du marché conclu avec le titulaire :

- ✓ installations de sécurité et d'hygiène du chantier ;
- ✓ installation éventuelle du bureau de chantier ;
- ✓ les frais d'études, de contrôles interne et externe ;
- ✓ les frais de conduite de chantier ;
- ✓ l'enlèvement des déchets et matériaux divers non réutilisables ;
- ✓ les frais d'évacuation des matériaux en décharge sur le territoire ;
- ✓ le retour des matériels et matériaux en décharge agréé ;
- ✓ les frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité, et de téléphone détériorés pendant le chantier ;
- ✓ les frais de remplacement des matériels et mobiliers détériorés pendant le chantier.
- ✓ les frais de mandataire, en cas de groupement.

Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage. Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- ✓ Par les soins du maître d'œuvre :
 - La communication à l'entreprise des documents et imprimés divers concernant la présentation des projets de décompte ;
 - La communication, à la demande expresse de l'entreprise, des plans au format numérique (DWG) nécessaires à la production des plans d'exécution ;

- L'agrément des matériaux, produits et matériels envisagés ;
- La validation du programme d'exécution détaillé des travaux ;
- La validation des plans d'exécution ;
- La validation des plans complémentaires de détails, d'atelier et d'adaptation aux méthodes et matériels,
- La validation de l'installation de chantier.

ATTENTION : les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les documents d'exécution. Approbation par le maître de l'ouvrage du calendrier détaillé d'exécution dans les conditions prévues à l'article 28.2.3 du CCAG.

✓ Par les soins du responsable de l'Ordonnancement, la Coordination et le Pilotage du Chantier (OPC) :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre et le titulaire ;
- Elaboration du calendrier détaillé d'exécution visé au 4-1.2 ci-dessus en concertation avec le maître d'œuvre et les titulaires ;

✓ Par les soins des titulaires :

- Etablissement et mis au point par le titulaire du lot de son SOGED ;
- Etablissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Etablissement, sous la coordination du responsable de l'OPC, et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- du SOGED ;
- des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.) ;
- Etude de formulation du béton ;
- Plan d'assurance qualité ;
- La surveillance de la production de la ou des carrière(s) dont sera(ont) issue(s) les granulats nécessaires aux terrassements et aux bétons ;
- Les essais d'agrément des matériaux ;
- Aménagement de la zone d'installation de chantier y compris stocks de matériaux ;
- Transport des matériaux et matériels ;
- La fabrication et l'approvisionnement du matériel nécessaire à la construction du bâtiment.

ATTENTION : les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les documents d'exécution.

Etudes, documents et plans d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, pptx, doc, docx, xls, xlsx pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, est à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

Ces documents d'exécution seront soumis au VISA du maître d'œuvre durant la période de préparation. L'intégralité des plans d'EXE devront être reçus au plus tard 15 jours avant la fin de la période de préparation.

La maîtrise d'œuvre et la conduite d'opération pourra exiger la transmission papier de certain plan papier avec un format d'impression adaptée à l'échelle demandée. De manière générale, l'ensemble des informations comprises dans ces documents devra être lisible à l'échelle d'impression choisie.

Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

A la demande de la maîtrise d'œuvre, le titulaire doit présenter les échantillons, documentations techniques et agréments des matériaux et matériels proposés.

Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Installation de chantier

L'exécution des voies d'accès provisoires et le nivellement pour les baraques d'entreprises, l'entretien des voies d'accès qu'elles aient un caractère provisoire ou définitif sont à la charge de l'entreprise titulaire du lot n°1.

Clôtures, panneaux de chantier

a) Panneaux de chantier

La mise en place du panneau de chantier sera effectuée par le lot 1.

b) Clôture

L'entreprise titulaire du lot n°1 devra mettre en place une délimitation de chantier à l'intérieur de la plateforme, ainsi que les portails correspondants, nécessaires à la sécurité du public vis-à-vis du chantier. La clôture sera d'une hauteur minimale de 1,50 m, en matériaux rigides, non dangereux (arêtes/angles coupants) avec porte de chantier et portail d'accès facilement manœuvrables, pourvus en tant que de besoin d'une signalétique adaptée pour la sécurité du public. Un cadenas avec chaîne sera posé sur les vantaux du portail. Cette clôture doit pouvoir résister aux conditions climatiques et sera déplacée / mise en place en fonction des zones de travaux.

c) Divers

Divers balisages doivent être prévus pour protéger et signaler les travaux présentant des dangers pour le personnel et les usagers.

Les limites du chantier devront être pourvues des équipements nécessaires à l'avertissement (signalétique) et à la sécurité du public (renfort, complément ou ajout de clôture).

Téléphone

L'installation téléphonique de ce chantier est à la charge de l'entrepreneur (un téléphone portable est accepté).

Lieux de dépôt

Conformément aux dispositions de l'article 31.2 du C.C.A.G. Travaux, les emplacements mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur seront définis avec le maître d'ouvrage pour le dépôt des déblais en excédent.

Signalisation des chantiers

Sans objet

Restriction de circulation sur le chantier

Il est fait application des dispositions des articles 31.6 et 31.7 du C.C.A.G. Travaux.

Démolitions, emploi d'explosifs

Sans objet

Dispositions particulières de circulation sur les voies publiques

Il est fait application des dispositions de l'article 34 du C.C.A.G. Travaux.

Il est rappelé que toutes les entreprises doivent se conformer aux prescriptions du code de la route de notamment celles concernant le poids total autorisé en charge des véhicules, et ce, afin de ne pas détériorer les chaussées publiques et privées.

Dispositions particulières en matière de sécurité

Il est rappelé de manière générale que l'entrepreneur qui négligerait ses obligations vis-à-vis de la sécurité du public en toutes circonstances engage sa responsabilité pénale sur le fondement du délit de "mise en danger de la vie d'autrui" prévu par le Code Pénal.

Pour exemple, dès qu'une alerte pré-cyclonique est annoncée, l'entrepreneur est tenu de procéder au nettoyage du chantier (objets pouvant être emportés par le vent), à la consolidation et à la stabilisation des ouvrages et des installations de chantier (clôtures, etc...), de manière à ce que le chantier et ses alentours soient en situation de sécurité.

Hygiène

Les mesures particulières ci-après concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur :

- Pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des travaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation.

- Plan d'hygiène et de sécurité

L'entrepreneur est tenu de fournir un plan d'hygiène et de sécurité pendant la période de préparation.

Il indique de façon précise et détaillée :

- ✓ les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel, tant dans les modes opératoires lors de leur définition dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de

prévention concernant d'une part, les chutes de matériaux et de personnel (conformément aux exigences des délibérations 91- 016 et 91-013 applicable sur le territoire de Wallis et Futuna), d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;

- ✓ les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- ✓ les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et notamment en complément du projet d'installation de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

L'entrepreneur est tenu de remettre au maître d'œuvre une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

Il doit faire les déclarations réglementaires et porter à la connaissance du maître d'œuvre les accidents de travail (avec arrêt) survenus à leur personnel ainsi que tout accident mettant en cause la sécurité de la formation.

Compte prorata

Il est fait application du CCAG.

Coordination entre lots

La coordination entre les lots est assurée par la maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 13 – ORDRES DE SERVICES

13.1 – MODE DE NOTIFICATIONS

Outre les modes de notification papiers prévus dans le CCAG, la notification de tout document peut se faire de manière électronique. La notification est considérée comme valide si elle est réalisée par courriel, ou plus généralement, par tout autre mode permettant d'avoir un accusé de réception certain.

13.2 – VALORISATION DES ORDRES DE SERVICE

Lorsque l'acheteur prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire.

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs.

Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

ARTICLE 14 – MODALITES DE MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC EN COURS D’EXECUTION

Le marché public peut faire l’objet d’un avenant pour :

- Augmentation du prix du marché ;
- Suggestions techniques imprévues ;
- Circonstances imprévues ;
- Augmentation de la durée et/ou du délai d’exécution du marché.

Les parties pourront conclure librement un avenant qui pourra ainsi porter sur tous leurs engagements : prestations à exécuter, calendrier d’exécution ou règlement financier du marché.

S’agissant des travaux supplémentaires ou modificatifs, ils seront réglés conformément à l’article 13 du CCAG-Travaux.

S’agissant du dépassement ou diminution du montant initial des travaux, les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 15 du CCAG-Travaux. Au-deçà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

Lorsqu’une modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution et qu’un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible ;

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le maître d'ouvrage :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

14.1 – PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 15 – PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

15.1 – PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

Principe du contradictoire : Lorsque le maître d'ouvrage envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours à compter du premier jour de retard constaté. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation aux articles 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4, les pénalités de retard sont applicables de plein droit à partir du 1^{er} euro, sur simple constat, sans mise en demeure préalable et sont cumulables.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, le titulaire encourt une pénalité journalière de 209,5€ sur simple constatation par le maître d'œuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié.

15.2 – PENALITES POUR ABSENCE DE PARTICIPATION OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 209,5€.

15.3 – PENALITES LIEES AU REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité de 209,5€ par jour calendaire de retard.

15.4 – PENALITES LIEES A LA REMISE DES DOCUMENTS

Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents ou d'échantillons en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité de 209,5€ par jour calendaire de retard.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une **pénalité** de 209,5€ par jour calendaire de retard.

Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 209,5€ par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 19.2.1 et 19.2.2 du CCAG-Travaux :

- les pénalités de retard sont dues dès le 1^{er} euro ou CFP, quel que soit leur montant,
- les pénalités de retard ne sont pas limitées à 10%,
- les pénalités sont cumulables entre elles,

- il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard,
- les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable sur simple constat de l'Administration Supérieure des Îles Wallis et Futuna.

ARTICLE 16 – NANTISSEMENT ET CESSIION

En vue de l'application de la procédure de nantissement ou de cession sont désignés :

- Comptable public chargé du paiement : Monsieur le Directeur des finances publiques de Wallis et Futuna
- Personne habilitée à fournir les renseignements : Monsieur le Préfet Administrateur Supérieur des Iles Wallis et Futuna

ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le titulaire pourra céder une partie de son marché à un sous-traitant, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros TTC ou 71.599 CFP.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Dans tous les cas, le titulaire reste personnellement responsable et garant de la bonne exécution des prestations, tant envers la personne publique contractante qu'envers les ouvriers et les tiers.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Si l'entrepreneur qui sous-traite est un cotraitant, l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- une déclaration du sous-traitant indiquant :
 - son chiffre d'affaires global et son chiffre d'affaires relatif aux prestations objet de la présente consultation, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - ses moyens en personnel ;
 - ses moyens matériels (équipement technique, moyens informatiques et méthodologiques, dont le sous-traitant dispose pour la réalisation de prestations de même nature) ;
 - ses principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature des opérations, montants, part réellement exécutée par l'entreprise concernée, dates de réalisation des opérations et pouvoirs adjudicateurs), et/ou qualifications professionnelles
 - Le relevé d'identité bancaire (RIB) du sous-traitant à payer directement,
 - Une attestation de régularité fiscale,
 - Une attestation de régularité sociale,
 - Un extrait de K-BIS ou équivalent,
 - Une attestation du Tribunal disposant que l'entreprise n'est ni en faillite, ni en liquidation judiciaire.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, la durée de la sous-traitance, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables.

Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une délégation de paiement.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet à l'acheteur un document déclaratif indiquant :

- o Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'acheteur depuis le début du marché
- o Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée
- o La nature et le montant des prestations sous-traitées
- o Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant.

Le document demandé devra être transmis à l'acheteur dans un délai de 15 jours suivants sa demande.

En cas de retard dans la communication du document synthétique déclaratif exigé ci-dessus, ou de communication incomplète de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à 209,5€ par jour de retard pour la communication complète du document

ARTICLE 18 - RECEPTION DES TRAVAUX

18.1 - RECEPTION DES OUVRAGES

Les stipulations du CCAG sont applicables (article 41).

18.2 - RECEPTIONS PARTIELLES

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

18.3 - PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

18.4 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

18.5 - REMISE DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE) FOURNIS APRES EXECUTION

Les délais impartis au titulaire pour l'élaboration et la remise des documents prévus à l'article 40 du CCAG Travaux, conformes aux prescriptions du marché, sont compris dans le délai d'exécution des travaux. Les plans de récolement à fournir après exécution doivent être conformes aux prescriptions du CCTP.

Nombre d'exemplaires des plans (sauf stipulation plus contraignante du CCTP) :

- ✓ 3 exemplaires sur papier plié en format A4
- ✓ 1 sur support informatique (clé USB) compatible avec les versions du logiciel Autocad antérieures de 5 ans à la date de remise du support.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, en 2 exemplaires dont un sous la forme de fichiers informatiques.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, pptx, doc, docx, xls, xlsx pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip.

Leurs noms devront être suffisamment explicites.

18.6- DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie est fixé à un an à compter de la date d'effet de la réception. (Art. 44 du CCAG Travaux).

Le délai de garantie des ouvrages qui ont fait l'objet d'une réception partielle, court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux. Pendant le délai de garantie, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite « *obligation de parfait achèvement* » au titre de laquelle il doit :

- a) exécuter les travaux et prestations éventuels de finition ou de reprise prévus à l'article 10-2 du présent CCAP,
- b) remédier à tous les désordres signalés par le RPA ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci.

Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le RPA ou le maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées au b ci-dessus ne sont à la charge de l'entrepreneur que si la cause de ces déficiences lui est imputable.

L'obligation de parfait achèvement ne s'entend pas aux travaux pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

A l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur est dégagé de ses obligations contractuelles.

Si, à l'expiration du délai de garantie, l'entrepreneur n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations énoncés précédemment, le délai de garantie peut être prolongé par décision du RPA jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par l'entrepreneur ou qu'elle le soit d'office conformément aux stipulations de l'article 44 du CCAG.

Cette garantie engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

18.7 - DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT FONCTIONNEMENT

Le titulaire est responsable du bon fonctionnement de son ouvrage pendant une période de 2 ans à compter de la réception des travaux. Cette garantie biennale couvre tous les éléments d'équipement qui peuvent être dissociés de l'ouvrage.

Les éléments d'équipement indissociables de l'ouvrage sont couverts par la garantie décennale de l'article 1792-4-1 du Code civil. Sont couverts par la garantie biennale de bon fonctionnement les dommages qui affectent :

- ✓ les menuiseries et leurs accessoires : portes, fenêtres et volets défectueux.
- ✓ Les éléments de chauffage et de plomberie : chauffe-eau, radiateurs, tuyauterie et chaudière qui ne fonctionnent pas correctement.
- ✓ Les revêtements de sol : parquet qui gondole, moquette qui se décolle...
- ✓ Les peintures et revêtements de mur : mauvaise couleur de peinture, papier peint qui se détache...
- ✓ Les appareils électriques qui ne fonctionnent pas.

La mise en œuvre de la garantie biennale du constructeur oblige le professionnel à effectuer les réparations à ses frais

ARTICLE 19 – RESILIATION

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique et au chapitre 7 du CCAG-Travaux 2021.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RPA, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 13 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

ARTICLE 20 – LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTE »

Les informations recueillies dans le cadre de la réponse à la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à sélectionner l'(les) entreprise(s) mieux-disante(s), conserver les preuves de cette sélection et assurer la bonne exécution du contrat.

Les destinataires de ces données sont notamment les services administratifs communautaires, le cas échéant les services préfectoraux et la trésorerie en charge des paiements relatifs au contrat.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, les entreprises disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent. Elles peuvent dans ce cas accéder aux informations les concernant en s'adressant à la Cellule Marchés publics de l'Administration Supérieure des Iles Wallis et Futuna.

ARTICLE 21 – TRIBUNAL COMPETENT

21.1 – DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux

marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

21.2 – LITIGES ET CONTENTIEUX

Tout litige, ou contestation, lors du déroulement du marché, sera tranché par le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, seul compétent.

Tribunal Administratif de Nouvelle-Calédonie

BP Q3 – 98851 NOUMEA CEDEX

Tel. 00 687 25 06 30 - Courriel : greffe.ta-noumea@juradm.fr

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG

Article CCAP	Article CCAG	Intitulé
2	4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
10.2	24	Opérations de vérifications
12	29.1.4	Etudes, documents et plans des ouvrages
15.1	19.2	Pénalités
18.5	40	Remise du DOE
19	50.3.1	Résiliation

Signature du candidat